

Questions orales

La Chambre consent-elle à ce que le député présente une motion visant à discuter de cette question?

Des voix: D'accord.

M. l'Orateur: C'est d'accord. Ainsi que je le déclarais il y a un instant, sous réserve des consultations entre les leaders à la Chambre, cette motion est reportée jusqu'à 15 heures demain.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LA SITUATION ÉCONOMIQUE
LA HAUSSE DU COÛT DE LA VIE—DEMANDE D'ÉNONCÉ DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre étant donné qu'il a déclaré hier qu'il ne pouvait préciser s'il ferait une déclaration cette semaine ou la semaine prochaine afin d'annoncer de nouvelles mesures visant à combattre l'inflation ni si le gouvernement présenterait des mesures d'urgence pour venir en aide aux personnes à revenus fixes. Le premier ministre n'a pu répondre à cette question hier. Je lui demande donc s'il peut donner une réponse à la Chambre aujourd'hui, avant de partir rencontrer ses amis à Vancouver.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Non, monsieur l'Orateur.

* * *

LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES
PÉTROLE ET GAZ—L'OPPORTUNITÉ D'UN SYSTÈME DE DOUBLE PRIX—LES ENTRETIENS FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question supplémentaire au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, qui a déclaré à la Chambre qu'il était en consultation avec les provinces au sujet d'une politique de fixation des prix du pétrole et du gaz naturel. Le ministre a-t-il fait des propositions concrètes aux provinces à propos d'une politique de fixation des prix du pétrole ou du gaz naturel, ou des deux?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je n'ai présenté aucune proposition concrète, mais j'ai discuté au moins avec les provinces de l'Ouest—j'espère par ailleurs rencontrer les autres provinces au cours des dix prochains jours—des problèmes que pose notamment l'impact des prix étrangers sur les prix canadiens du pétrole et du gaz naturel. Je pourrais ajouter que les opinions des provinces étaient variées.

[M. l'Orateur.]

M. Stanfield: Une autre question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre a-t-il fait des propositions précises aux provinces concernant un régime de dualité des prix pour le pétrole et le gaz? En a-t-il fait?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, que le député se reporte aux diverses options énoncées dans l'étude sur l'énergie.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE
L'OPPORTUNITÉ DE CERTAINS CONTRÔLES SÉLECTIFS—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, étant donné la hausse des prix et l'inquiétude grandissante des Canadiens à leur sujet et à cause du coût de la vie, de même que leur appréhension, voir même leur exaspération du fait de l'absence de mesures à cet égard, le premier ministre pourrait-il nous dire si le gouvernement songe à imposer des contrôles sélectifs dans certains secteurs, par exemple, des aliments essentiels, les taux d'intérêt, le prix du pétrole et de l'essence...

M. Fairweather: Les salaires.

M. Lewis: ... et les produits qui entrent dans la fabrication des maisons et autres constructions, tels le bois et l'acier? Le premier ministre peut-il nous dire si l'on envisage des contrôles sélectifs dans les importants secteurs qui influent sur le coût de la vie?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le chef du Nouveau parti démocratique me pose une question très générale pour savoir si nous nous occupons de cela. Je puis seulement donner une réponse générale, monsieur l'Orateur, et c'est oui. J'ai répété bien des fois à la Chambre, comme l'a fait le ministre des Finances, que nous avons envisagé diverses formes de contrôles des prix, des revenus et des salaires, de sorte que nous avons accordé beaucoup d'attention à ces questions. J'aimerais ajouter que je ne voudrais pas que la Chambre ou le pays tire quelque conclusion que ce soit quant aux décisions ou au genre de contrôles que nous appliquerions si, de fait, nous décidions d'en imposer.

* * *

LA COMMISSION DE RÉVISION DES PRIX DE L'ALIMENTATION
L'OPPORTUNITÉ DE CERTAINS POUVOIRS EXCEPTIONNELS—L'ATTITUDE DU GOUVERNEMENT

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au premier ministre s'il envisage des mesures quelconques, étant donné surtout la position indiquée hier par un porte-parole du parti conservateur, soit que son parti est maintenant prêt à appuyer des mesures qui donneraient réellement des pouvoirs—je crois que ce sont ses mots—à la Commission de révision des prix de l'alimentation afin de la rendre plus efficace? J'ai entendu cela hier pour la première fois. Le gouvernement se propose-t-il de présenter un projet de loi afin que la Commission de révision des prix de l'alimentation puisse devenir un instrument efficace qui réduirait le coût de l'alimentation ou du moins empêcherait une hausse additionnelle?